

Xylella fastidiosa : pépiniéristes et paysagistes dans le rouge

Ils étaient réunis, en nombre, depuis le matin, malgré la pluie battante, devant les grilles de l'Assemblée de Corse. Les pépiniéristes, paysagistes, des agriculteurs également, tous ceux dont le métier est désormais étroitement lié à la découverte, il y a quelques mois, des premiers cas de xylella dans l'île. Depuis, les professions concernées par l'arrivée du fléau, ne vivent plus.

Au sens propre comme au sens figuré. D'arrêtés préfectoraux - pourtant indispensables à certains égards - en interdictions, les professionnels des diverses filières voient rouge. Bloqués, contraints.

Après le vote du Padduc, hier, une délégation a été reçue par les représentants des sept groupes de l'Assemblée de Corse. Pour, d'abord, faire part, de leur mal-être, plus encore que de leur malaise.

Les raisons de la colère

Dans la salle numéro 2 de la collectivité territoriale, ils étaient neuf d'un côté et neuf de l'autre. Discussion franche, large, les problèmes ont été posés sur la table.

Pépiniéristes et paysagistes étaient venus demander de l'aide.

In fine, Dominique Bucchini, le président de l'Assemblée de Corse, après la clôture des échanges avec les représentants des groupes, est venu la concrétiser. Proposition, à la clé.

Il recevra, dès lundi, à 11 heures, les professionnels, dans son bureau, puis, dans l'après-midi, les accompagnera, avec vraisemblablement des

conseillers territoriaux, pour une entrevue avec le préfet. Et il semble bien y avoir urgence. Monique Meunier, paysagiste et pépiniériste, responsable de l'Union nationale des entreprises du paysage (Unep), à Porto-Vecchio, explique les raisons de la colère.

"Le message que nous avons voulu faire passer aujourd'hui est simple : nous n'avons pas été entendus lors des précédentes réunions à la préfecture de Corse, à Ajaccio. Nous sommes favorables aux mesures de protection prises contre la souche pauca de la xylella, souche qui sévit en Italie, dans les Pouilles. Sauf, qu'ici, en Corse, nous avons la souche multiplex. Et pour l'heure, au vu des contraintes qui ont été établies, nous sommes dans une situation extrêmement préoccupante. Nous ne voulons pas que nos métiers disparaissent. Actuellement, nous sommes mis sous cloche, depuis l'arrêt du mois d'août".

Des mesures et des préjudices

Ce que souhaitent tous ceux qui ont manifesté leur désarroi, hier, c'est de revenir à l'arrêt du 11 mai dernier, avec des contrôles sanitaires renforcés en amont et, pourquoi pas, une mise en quarantaine des végétaux entrant sur l'île.

Ils demandent également que sur la liste des 240 végétaux bannis, au moins 15 puissent être libérés. *"Nous aussi nous sommes pour la protection de la Corse face à la menace de la pauca. Mais il faut, tout de même, que l'on travaille. Or, ce n'est plus le cas depuis deux mois..."*

Parmi les élus ayant écouté la



Réunis, en nombre, depuis le matin, malgré la pluie battante, devant les grilles de l'Assemblée de Corse, les pépiniéristes, paysagistes, des agriculteurs également, ont été reçus, écoutés et entendus

/PHOTO P.-A. FOURNIL

délégation, Jean-Louis Luciani, conseiller exécutif et président de l'Odarc. Ce dernier a livré son sentiment à chaud sur le dossier.

"Les professionnels que nous avons en face de nous sont en train de nous dire qu'ils se voient mourir à petit feu, économiquement. Or, ces professions représentent un millier d'emplois et 55 millions d'euros de chiffre d'affaires. On ne peut que comprendre leur inquiétude. Certes, il faut se prémunir de l'introduction de la bactérie

dans les Pouilles italiennes, mais en ayant à l'esprit que cette bactérie-là n'est pas celle qui a été identifiée en Corse. Il s'agit donc de faire attention, avec la plus grande vigilance, à ce que les mesures et autres dispositions en vigueur ne soient pas préjudiciables à l'ensemble des professionnels. Or, c'est le cas aujourd'hui".

Sous bonne escorte pour un vrai dialogue

Comme le rappelle le président de l'Odarc, l'arrêt du mois

d'août établit des zones tampon dans un rayon de dix kilomètres autour du plant infecté, une fois qu'il a été détecté comme étant malade, puis détruit. Mais de zone tampon en zone tampon, à mesure des découvertes, un peu partout de ces plants touchés par la xylella, la Corse devient une sorte de zone tampon à elle seule. *"Nous allons vers un désastre économique certain, affirme Jean-Louis Luciani. Il faut pouvoir se prémunir, avec par exemple l'établissement d'une zone de*

quarantaine pour les plants rentrant en Corse".

Le président de l'Odarc souscrit au vœu des pépiniéristes, paysagistes et agriculteurs, dans leur requête d'une écoute sérieuse avec la préfecture.

"Il n'est pas acceptable qu'il n'y ait pas un dialogue ouvert avec les services préfectoraux. Nous allons, de ce fait, être à leurs côtés, pour tenter de faciliter ce dialogue".

Rendez-vous est fixé. Pour passer dans le vert.

ANNE-C. CHABANON

Corse Matin 3/10/2015